



EDWIN D. HILL
International President
Président international



BILL DANIELS
International Vice President / Vice-président international
First District, CANADA / Premier District, CANADA



SALVATORE (SAM) J. CHILIA
International Secretary/Treasurer
Secrétaire-trésorier international



March 3, 2015

TO ALL IBEW FIRST DISTRICT LOCAL UNIONS

RE: Right-to-Work bill passes Senate in Wisconsin

Greetings:

The Wisconsin Senate narrowly approved a "right-to-work" bill on Wednesday February 25, 2015 that would ban private-sector employees who work under union-negotiated contracts from being required to join their unions or pay them dues. This is yet another northern state that borders on Canada that looks to implement "right-to-work" legislation.

This bill which would make Wisconsin the 25th U.S. state that has enacted right-to-work legislation, passed the Republican-led Senate by a margin of 17-15. This vote followed only hours of debate in the Senate, and again saw working families in Wisconsin gather at the State Legislature to protest the bill. Republican leaders had fast-tracked the bill, only introducing it on Monday February 23, 2015 and holding a Senate committee hearing of more than eight hours on Tuesday.

The fifteen votes against the bill came from fourteen Democrats and one Republican senator. Wisconsin labour groups are familiar with the anti-union tactics of their Governor as we had witnessed in 2011. Governor Scott Walker, a possible Republican presidential hopeful, is expected to sign the bill if it reaches his desk.

This union busting law states that employees cannot be required to join a union or pay dues as a condition of their employment, however, the non-members are required to receive the same treatment and services offered to dues-paying members. Essentially, these laws allow free-loaders to obtain the same rights as dues paying members. This is an attempt to starve union members and their various operating funds required to run a Local Union.

Wisconsin State Assembly representatives are expected to take up the bill next week, where the Republicans also hold a majority. While we hope that our brothers and sisters in Wisconsin are able to defeat this legislation, the outlook is bleak.

This should be yet another warning sign for our members' right here in Canada. Politicians and political parties are further pushing the anti-worker agenda and we need to be prepared. Our recent IBEW Winter School training provided the tools you need to be prepared for the upcoming Federal Election. We should be reminded that at the last Conservative Party of Canada convention, resolutions were passed that supported several anti-worker bills including Right-to-Work.

...../2





Although the province of Ontario was recently successful in defeating the Progressive Conservative Party in the last provincial election and dash leader Tim Hudak's hopes of introducing the same legislation. We know that we have not seen the last of this type of attack on workers, and that it can happen in any province or territory across the country.

Thank you for your attention to this important matter.

In solidarity,

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Bill Daniels". The signature is stylized with a large, sweeping "B" and "D".

Bill Daniels
International Vice President

BD/mw

cc: 1st District Representatives
System Council #11
IBEW CCO
NPAC



EDWIN D. HILL
International President
Président international



BILL DANIELS

International Vice President / Vice-président international
First District, CANADA / Premier District, CANADA



SALVATORE (SAM) J. CHILIA
International Secretary/Treasurer
Secrétaire-trésorier international



Le 3 mars 2015

À TOUTES LES SECTIONS LOCALES DU PREMIER DISTRICT DE LA FIOE

Objet : Le projet de loi sur le droit au travail a été adopté par le Sénat à Wisconsin

Bonjour à tous,

Le mercredi 25 février 2015, le Sénat à Wisconsin a adopté de justesse le projet de loi imminent sur le « droit au travail » qui vise à interdire les salariés du secteur privé qui sont protégés par une convention collective d'adhérer à un syndicat ou de payer des cotisations. Ceci est un autre exemple d'un État du nord voisinant le Canada qui cherche à mettre en œuvre la législation du « droit au travail ».

Ce projet de loi rendait Wisconsin le 25^e état des États-Unis a adopté la législation de droit au travail par une marge de 17 voix contre 15 dirigé par le Sénat républicain.

Ce vote n'a pris que quelques heures de débat au Sénat. Aussitôt, les familles qui travaillent se sont réunies à l'Assemblée législative de l'État du Wisconsin pour protester contre le projet de loi en question. Les dirigeants républicains ont accéléré l'étude du projet de loi en l'introduisant le lundi 23 février 2015, et le mardi, un comité sénatorial a tenu une audience de plus de huit heures.

Ces quinze voix contre le projet de loi sont le résultat de deux sources, dont quatorze démocrates et un sénateur républicain. Les groupes syndicaux de Wisconsin sont familiers avec les tactiques antisyndicales de leur gouverneur, comme nous en avons été témoins en 2011. Le présidentiable Républicain Scott Walker devrait signer le projet aussitôt que le document est déposé sur son bureau.

Ce projet de loi antisyndical stipule que les employés ne sont pas tenus d'adhérer à un syndicat ou de payer des cotisations comme condition à leur emploi, mais que les non-membres doivent recevoir le même traitement et les services qui sont offerts aux membres cotisants. Autrement dit, ces lois permettent aux exploiters d'obtenir les mêmes droits que les membres cotisants. Il s'agit d'une tentative afin d'affamer les membres et leurs divers fonds d'exploitation étant nécessaires au bon fonctionnement d'une section locale.

Les représentants de l'Assemblée de l'État du Wisconsin doivent se réunir la semaine prochaine afin d'étudier le projet de loi où que les républicains détiennent également la majorité des sièges. Bien que nous souhaitons que nos frères et sœurs réussissent à vaincre cette législation, ils peuvent être également confrontés à un avenir plutôt sombre.

.../2





...2...

Cela devrait être un signe précurseur pour nos membres du Canada. Les politiciens autant que les partis politiques sont en train de pousser encore davantage le modèle antitraitement et nous devons être prêts.

La formation d'hiver récente de la FIOE a fourni les outils essentiels dont vous aurez besoin pour la prochaine élection fédérale. Il faut se rappeler qu'à la dernière convention du parti conservateur du Canada, les députés ont appuyé et ont adopté plusieurs projets de loi antitraitement y compris le droit au travail.

Bien que le leader Tim Hudak avait l'intention d'introduire la même législation pendant la dernière élection provinciale, la province de l'Ontario a remporté la bataille contre le parti progressiste-conservateur.

Nous savons que cela n'est pas terminé et que ce type d'attaque sur les travailleurs peut se manifester dans toutes les provinces ou territoires du pays.

Je tiens à vous remercier de l'attention particulière que vous portez sur l'importance de cette matière.

En toute solidarité,

Bill Daniels
Vice-président international

BD/mw

c. c. : Représentants du premier district
Conseil de réseau no 11
CCO
CNAP